

MANIFESTER, FAIRE GRÈVE ET ÉDUQUER ? RÉACTIONS ASSOCIATIVES AUX MOBILISATIONS DES JEUNES POUR LE CLIMAT

Une publication de l'Institut d'Éco-Pédagogie

THÉMATIQUES

- Mobilisations climat
- Engagement
- Responsabilité associative

POUR ENTAMER LA RÉFLEXION

- Faut-il manifester et/ou éduquer ?
- Quelle place accorder aux actions revendicatives au sein de mon association ?

POUR CITER CETTE ANALYSE

DE BOUVER, E., « Manifester, faire grève et éduquer ? Réactions associatives aux mobilisations des jeunes pour le climat », in "Analyses", Productions de l'Institut d'Éco-Pédagogie (IEP), Octobre 2019.

A PROPOS DES ANALYSES

Les analyses de l'Institut d'Éco-Pédagogie (IEP) sont autant de prises de position qui reflètent la diversité des points de vue au sein de l'association. Elles ont pour objectif de susciter la réflexion et le débat et se veulent un soutien à l'action.



Institut d'Éco-Pédagogie
Rue Fusch 3
4000 Liège Belgique

<http://institut-eco-pedagogie.be>
Tél : +32 (0)4 2509584
info@institut-eco-pedagogie.be



Les mobilisations des jeunes pour le climat ont suscité énormément d'enthousiasme dans le milieu de l'éducation relative à l'environnement mais elles ont aussi généré des questionnements et certaines tensions.

S'appuyant sur un ensemble de témoignages, cette analyse invite à réfléchir notre rapport aux mobilisations climatiques quand notre métier vise à construire une société plus écologique.

En août 2018, la jeune Greta Thunberg entame une « grève de l'école pour le climat » : chaque jour jusqu'aux élections, elle manque l'école et va s'asseoir devant le parlement pour enjoindre les politicien·nes à agir en réponse à l'urgence climatique. Des écolier·ères et étudiant·es vont reproduire son action à travers le monde. En Belgique, notamment, va s'instaurer la grève des jeudis, jours où de nombreux jeunes vont délaissé les bancs de l'école pour se rassembler et revendiquer des actions de la part des gouvernements pour répondre à la crise environnementale. Cette mobilisation sans précédent¹ - inespérée et providentielle pour le secteur environnemental - n'a pas conduit à une position homogène des éducateur·rices à l'environnement. La réaction majoritaire est enthousiaste, c'est un soulagement que la jeunesse reprenne un peu ce flambeau si lourd à porter au quotidien.

« J'en avais vraiment trop marre que ça ne bouge pas et du coup j'ai été très très content que quelqu'un allume le pétard et qu'on puisse aller aider » (Gauthier²)

Un questionnement émerge cependant rapidement : comment soutenir ce mouvement ? comment participer, comment s'allier à ce mouvement ? Comment accompagner les jeunes dans les défis qui les attendent, que ce soit leur confrontation avec le monde politique ou des attaques sur leur manque d'expérience et leur naïveté. Lors de la grève générale du 15 mars 2019, les jeunes font appel et demande aux adultes de les soutenir. À cette occasion, la question de la place à occuper en tant qu'éducateur·rice est sur toutes les lèvres dans le secteur. De quelle façon accompagner la mobilisation des jeunes ? Faut-il être de toutes les manifestations ? Ou devons-nous d'autant plus exercer nos fonctions éducatives ? Cette période intense pour la sphère environnementale engagée a suscité nombreux questionnements, bousculé certaines habitudes. Si pour certain·es, il n'y a pas lieu d'avoir une réponse coordonnée pour le secteur, pour d'autres, la réponse associative n'a pas été à la hauteur de l'ébullition des jeunes et des opportunités du moment.

« Je m'étonne qu'une partie du secteur ne se sente pas concernée » (Soreïa).

« Nous on a des témoignages de jeunes engagés qui se sentent abandonnés par le secteur associatif et par 'les adultes' » (Chloé).

L'équipe de l'Institut d'Eco-Pédagogie est partie à la rencontre d'éducateur·rices à l'environnement pour comprendre la manière dont il·elles ont vécu cette période et le choix qu'il·elles ont réalisé. Nous vous proposons donc d'explorer certaines des interrogations générées par l'appel des jeunes à soutenir leurs mobilisations à partir de témoignages disséminés tout le long de l'article. L'article décrypte deux tensions³ qui, selon notre lecture, sont trop souvent restées implicites et ont dès lors

¹ Autour des mobilisations des jeunes pour le climat, voir les analyses de l'IEP de mars 2019 : Gil Lenders « La jeunesse se bouge les fesses et remet du débat dans la cité ! » et Kim Tondeur : « Les jeunes pour le climat. Vers un renouveau politique ? ». Voir également le numéro de Symbiose d'octobre 2019 : « Manifs climat, et après ? ».

² Les prénoms utilisés sont des pseudonymes. Chacun des extraits provient des réponses d'un·e éducateur·ice à l'environnement au questionnaire de l'IEP.

³ Nous sommes bien conscients qu'il y en a d'autres. Nous tenterons de nous y atteler dans de futurs textes et notamment la question de la place des éducateur·rices dans des initiatives lancées par des jeunes. Faut-il soutenir, embrayer, laisser la place aux jeunes ? Peur de récupérer une action fraîche et dynamique, peur de ne pas être à sa place dans ces assemblées de têtes blondes, questionnement sur le rôle des éducateur·trices à l'environnement face à une jeunesse informée et critique, craintes de ne pas être armé·es pour répondre aux jeunes...



rendu compliqué une prise de décision assumée, alignée ou argumentée. Dans un premier temps, nous explorons les désaccords qui existent autour de ce que demande l'urgence climatique : Faut-il éduquer ou manifester ? Et dans un deuxième temps, nous nous intéressons à la perplexité qu'a suscité chez certains le fait de proposer manifestation et grève conjointement : faut-il manifester ET faire grève ?

Faut-il manifester ou éduquer ?⁴

« Notre job est précisément de faire de l'éducation relative à l'environnement, du coup il y a une tension entre le fait de faire grève et le fait de maintenir nos activités » (Meredith).

« Éduquer à la transition de notre société est un engagement pour le climat ! » (Aurélien)

Pour un grand nombre de personnes qui ont témoigné, le nœud du problème s'est situé dans ce qu'ils percevaient comme une injonction à choisir, dans un court terme, entre deux types d'action ou d'engagement visant un même objectif. D'où les réactions régulières :

« On ne peut pas être partout tout le temps » (Hortense)

« Il est difficile d'être sur tous les fronts » (Jacky).

Les éducateur·rices se sentent partagés et certains se sont sentis jugés pour leurs arbitrages en temps de mobilisation. Quel est donc leur rôle dans un contexte d'urgence climatique ? Change-t-il par rapport à avant ? Doit-on de moins en moins éduquer au fur et à mesure que l'urgence augmente ? Doit-on en faire plus, éduquer et manifester ? Ou doit-on éduquer autrement ?

« Ça nous oblige à sortir un peu de nos habitudes, à réfléchir à justement notre rôle, la position par rapport à tous ces mouvements, ces jeunes qui bougent » (Gauthier).

Décider de participer aux actions revendicatrices aux côtés des jeunes, c'est se poser la question : faut-il cesser pour un moment mes formations ou actions éducatives pour descendre dans la rue ? La manifestation ou la grève ne vient alors pas uniquement annuler une journée productive mais bien mettre en difficulté la formation d'un groupe aux enjeux environnementaux ou une animation en pleine nature. Le choix de participer ou non à l'action collective revient alors à résoudre l'équation problématique : qu'est-ce qui est prioritaire vu l'urgence climatique ? Éduquer ou manifester ? Question qui demande évidemment d'abord d'avoir un avis ou une hypothèse sur l'impact de la manifestation comme moyen comparé à ceux de la formation en question.

« on ne sait pas très bien mesurer l'impact d'une journée de grève, alors que quand on est sur le terrain avec un groupe d'enfants, d'ados, d'adultes, on voit concrètement ce qu'il s'y passe » (Meredith).

Et surtout question potentiellement angoissante pour des éducateur·rices, qui demande de mettre en perspective le temps long des processus éducatifs et le temps court de la rhétorique de l'urgence climatique.

⁴ Nous ne traitons pas ici de la question de la posture de l'éducateur·rice qui fera l'objet d'une autre analyse : l'éducateur·rice peut/doit-il·elle être militant·e ou ces deux composantes sont-elles incompatibles ? Qu'est-ce qu'une éducation engagée ? Manifester est-ce éduquer ?



« Dans cette période où la notion d'urgence est primordiale je pense que l'on devrait parfois pouvoir réagir plus vite. Même si je suis convaincue que notre travail d'éducateur-riche est primordial pour la construction d'une société plus durable, je pense que nous devrions pouvoir sortir de nos zones de confort et sortir dans la rue. Je ne pense pas que notre travail de sensibilisation soit incompatible avec un mouvement de grève ou une manifestation » (Hortense).

Éducation et mobilisations sont deux démarches engagées tout aussi nécessaires à un changement écosocial selon notre point de vue. Ne pouvant entrer dans les détails de cette complémentarité que nous traiterons dans un autre écrit, nous nous contentons ici d'esquisser deux réflexions que nous pensons indispensables même si elles paraissent contradictoires.

« Il était impensable de ne pas y être. Pour soutenir. Pour faire masse. Pour agir. Pour espérer » (Damien).

« Rien n'est plus important que de protéger la planète. Parce que ma vie et la vie dépend de la planète » (Chloé).

Le danger dans l'utilisation de la rhétorique de l'urgence pour s'adresser aux défis climatiques est de simplifier les réponses et actions à mettre en place immédiatement. En exhortant notre entourage à prendre la mesure de l'urgence, la tentation peut être forte de réduire le spectre des engagements à une priorité unique, à créer un raccourci entre urgence et nécessité de, tous, s'arrêter dans nos actions diverses pour n'en mener plus qu'une. La diversité des modes d'action engagée pour la transition écologique reste une composante indispensable des réponses à la crise. La crise écologique est multiforme⁵, s'enracinant autant dans notre système politique incapable d'intégrer les écosystèmes que dans nos pratiques compulsives ou dans notre culture du toujours plus. Face à cela, il nous faut continuer à valoriser la combinaison des engagements, qu'ils soient revendicatifs, pédagogiques, artistiques, pragmatiques, méditatifs⁶...

« Pour moi les engagements à des manifs, c'est super mais ça ne doit pas remettre en cause le travail de fond sur le terrain » (Mona).

« Je suis prof dans une section environnement. J'avais laissé le choix aux élèves et ils ont préféré agir sur le terrain plutôt que de demander aux politiques de trouver des solutions. Je pense qu'il y a plus qu'un chemin pour faire bouger les choses » (Isabelle).

« Chacun fait sa part là où ça lui semble juste » (Antoinette).

Si elle souligne l'importance de concilier liberté et engagement, le problème dans la rhétorique qui vise à montrer que tous les types d'engagement se valent, c'est que c'est *de facto* problématique pour des démarches comme les mobilisations de masse⁷. En effet, la réussite d'une manifestation repose d'abord sur le nombre de personnes qui la rejoignent. Sans afflux massif de participant·es, les associations lobbyistes qui organisent les manifestations ne peuvent faire pression. Il est donc nécessaire, à certains moments, de « sortir de sa zone de confort », comme nous le suggère

5 Pour une lecture de la crise écologique à plusieurs niveaux, voir le travail de Charlotte Luyckx, « Racines et enjeux philosophiques de la crise écologique. Vers une écologie intégrale » (A paraître) ou son introduction au Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur la Crise Écologique (GRICE, intervention de Gaël Giraud, 2016) : www.youtube.com/watch?v=3goIiVpgZN0.

6 En gardant en tête également que nos sensibilités/compétences, parcours, ne nous permettent pas toutes de participer aux mêmes types d'actions : « Aller faire une manif c'est trop difficile pour moi. Je ne pourrais pas y aller. Il y a trop de monde, c'est trop fort ! Rien que d'en parler ça me donne envie de pleurer » (Fabienne).

7 C'est également problématique quand il s'agit de renvoyer aux choix individuels des décisions qui devraient être soutenues par des collectifs ou des structures. Nous traiterons de cette question prochainement dans une autre analyse.



Hortense, pour que ce que nous tentons de communiquer aux jeunes puisse de temps en temps être relayé et multiplié par l'entonnoir des mobilisations et arriver jusqu'aux oreilles des politiques. Pour venir en soutien à d'autres formes d'engagement qui font appel à nous. La question des alliances à nouer entre nous (entre professionnels et jeunes, entre éducateur·rices et mobilisateur·rices...) est aujourd'hui cruciale.

« Sans dénigrer l'importance, l'intérêt et la complémentarité des gestes individuels, j'ai l'impression que c'est s'enterrer dans les dérives libérales que de ne pas agir ensemble dans la rue » (Mélanie).

La question du choix des moyens d'action de l'éducation relative à l'environnement ne peut cependant être posée uniquement dans le court terme : arrêter une action en cours ou la poursuivre à tel moment. Il est essentiel de ne pas rester sur une discussion uniquement technique mais bien de nous autoriser à interroger les objectifs que nous visons et leur adéquation au contexte et aux défis identifiés collectivement. En effet, à côté de leur complémentarité, les mobilisations et l'éducation sont aussi deux logiques qui permettent quand elles entrent en dialogue de questionner les finalités et les moyens mis en œuvre respectivement. Les modes d'actions qui ne sont pas les nôtres devraient nous interpeller et nous inviter à ajuster nos moyens, les questionner et faire bouger les lignes. Quels sont les moyens d'action pertinents et légitimes pour atteindre nos objectifs : éduquer, rassembler un grand nombre de personnes dans des actions, manifester, faire grève, mener des actes de désobéissance civile... ? Que mettons-nous réellement en place dans le cadre de notre action éducative ou de notre action de lobbying ? Quelles pédagogies pour quelles finalités ? Nos choix sont-ils adéquats par rapport aux enjeux ?

Faut-il manifester ET faire grève ?

« Les jeunes font grève (puisqu'ils bossent les cours), mais je m'interroge sur l'outil grève des professionnels de l'éducation relative à l'environnement » (Colin).

« En faisant grève, le secteur de l'ErE, compte tenu de sa taille, n'impacte pas grand-chose. Je ne parle pas des manifestations où il y a intérêt à créer des effets de masse » (Michel).

Le secteur associatif environnemental, et plus particulièrement le secteur de l'éducation à l'environnement, est un milieu où généralement le·la travailleur·euse trouve un sens dans son activité professionnelle. Pour beaucoup d'entre eux·elles, il s'agit, à travers leur emploi, de s'engager pour participer à la transition écologique de notre société⁸. Faire grève pour l'environnement dans ce contexte peut, dès lors, sembler paradoxal ou pour le moins questionnant. N'est-ce pas suffisant de manifester ? Pourquoi faire grève si la seule personne que je mets en difficulté c'est mon association qui soutient la cause et les jeunes ou moins jeunes à qui je dispense mes formations ? Quel sens ? Pourquoi pénaliser mon employeur qui soutient la cause environnementale ? Pourquoi faire grève quand ma direction permet d'aller à la manifestation en travaillant ? C'est ce croisement entre grève et manifestation qui a été pour certains porteur de flou. Le sens de la manifestation était évident alors que celui de la grève (outre l'aspect « se rendre disponible pour manifester⁹ ») l'est moins pour un secteur qui porte la problématique

8 Voir notamment « être engagé pour une cause, être engagé par une entreprise sociale » étude de saw-b 2015 : www.saw-b.be/spip/Etre-engage-pour-une-cause-Etre

9 Nous traiterons dans un autre article de la difficulté de s'organiser collectivement dans un mode libéral où la liberté de choix met la personne dans une logique de décision qui est peu propice à l'action collective.



environnementale dans son ADN. L'idée de grève climatique a aussi été difficile à saisir pour deux raisons notamment.

Premièrement, dans l'imaginaire, la grève renvoie à l'idée de créer une pression, un blocage, un rapport de force au sein même de la structure qui nous emploie pour l'obliger à écouter des revendications qu'elle refuse d'intégrer. Mais quand notre association porte dans chacune de ses activités nos revendications, difficile pour certains de donner sens au mot grève et du coup à être au clair sur la position à tenir. Ou alors, il faudrait considérer la grève, cette « cessation collective et concertée d'une activité » comme un signal non pas vis-à-vis de l'employeur mais vis-à-vis des pouvoirs publics.

« Pour une association environnementale, il n'y a pas de sens de "faire grève" pour le climat : au contraire, ce sont les jours où on doit montrer qu'on travaille activement à changer le monde ! »
(Alice)

Deuxième élément, la grève climatique s'inscrit dans un imaginaire un peu différent des grèves habituelles. A part les grèves générales et les grèves solidaires qui voient l'arrêt du travail se détacher d'une communication directe à l'employeur, la plupart des grèves visent - à côté des représentant-es politiques - les employeur-es d'un secteur ou le monde du travail dans son ensemble. Dans le cas de la grève climatique, le message est clairement dirigé vers les politiques mais les revendications ne sont pas formulées de manière directe vers le monde du travail et quand c'est le cas, il s'agit davantage de viser les entreprises et organisations prises dans l'économie *mainstream*.

« Généralement, la grève vise à appuyer les revendications des salariés quand la concertation sociale a échoué, en faisant pression sur l'employeur (ou le législateur), par la perte de production que la cessation de travail entraîne. C'est un rapport de force. Outre l'interpellation du politique, faire grève ici permet aussi de rappeler que les détenteurs du pouvoir, même en matière climatique, c'est notamment le pouvoir économique. On fait pression sur les entreprises pour qu'elles jouent elles aussi leur rôle en matière climatique. Et on fait pression aussi sur les politiques car l'État n'aime pas perdre du PIB. Mais le secteur de l'éducation relative à l'environnement ne fait pas partie de ce type d'acteurs économiques. Leur production à eux, c'est notamment la lutte contre les changements climatiques » (Colin).

Si l'outil veut être davantage compris, utilisé, étendu, il y a sans doute un réel enjeu aujourd'hui pour le secteur environnemental à donner sens à la grève climatique en lui construisant un cadre, - et même peut-être un mode d'emploi¹⁰.

Conclusion

L'appel au soutien des mobilisations des jeunes a suscité du remous réflexif dans plus d'une chaumière et dans plus d'un *openspace* associatif. Les mobilisations et la thématique de l'urgence climatique reposent la question de comment prioriser nos actions. Elles posent aussi la question de l'ajustement des moyens d'action et d'éducation développés au sein de nos associations. Ce

¹⁰ L'enjeu est-il l'arrêt collectif du travail, la disponibilité à la manifestation, la déclaration de la grève ? La volonté est-elle de mettre l'accent sur l'aspect formel de la grève (pour permettre une comptabilisation, etc.) où plutôt sur ses dimensions symboliques comme le serait une grève de la faim où une grève de l'impôt ?



contexte nous permet aussi de sonder nos imaginaires collectifs par rapport à la grève pour comprendre comment elle est appréciée par les personnes avec qui nous militons. Pour des personnes déjà engagées dans une voie précise comme celle de l'éducation relative à l'environnement, la place d'une action plus revendicative ne va pas toujours de soi. Et le temps à y consacrer non plus. Deux discours se croisent, s'entremêlent et parfois entrent en conflit : « chacun sa voie engagée ! », « il est temps de se rassembler ! ». Sans doute est-il utile d'écouter les deux et de voir comment nous pouvons investir de façon majoritaire une voie d'engagement qui nous correspond mais sans s'y enfermer, en restant disponible pour prêter main forte, pour soutenir d'autres lieux, d'autres causes, en restant attentif aux moments d'opportunités où il s'agit de faire corps. Si la vague de mobilisation des jeunes est l'opportunité du moment, il est urgent de s'y associer tout en continuant à débattre entre nous et avec eux sur nos objectifs et sur les moyens d'action à mettre en place pour s'assurer de les atteindre.

Emeline De Bouver
Chargée de mission
Institut d'Éco-Pédagogie
emeline.debouver@institut-eco-pedagogie.be

Pour aller plus loin :

Être engagé pour une cause, être engagé pour une entreprise sociale, *in* Etudes, Productions de SAW-B, 2015.

URL : www.saw-b.be/spip/IMG/pdf/etude_2015_web.pdf

GRICE - Économie de la transition énergétique [Conférence]. (2016). Belgique: Université Catholique de Louvain. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=3goliVpgZN0>

Lenders, G., « La jeunesse se bouge les fesses et remet du débat dans la cité ! », *in* Analyses, Productions de l'Institut d'Éco-Pédagogie (IEP), Mars 2019.

URL : <http://institut-eco-pedagogie.be/spip/spip.php?article549>

Luyckx, C., *Racines et enjeux philosophiques de la crise écologique. Vers une écologie intégrale*, (A paraître).

Réseau Idée, 2019, *Manifs climat, et après ?* Bruxelles : Symbioses.

Tondeur, K., « Les jeunes pour le climat. Vers un renouveau politique ? », *in* Analyses, Productions de l'Institut d'Éco-Pédagogie (IEP), Mars 2019.

URL : <http://institut-eco-pedagogie.be/spip/spip.php?article550>